

GE_GERICHTE ACJC/1653/2020 vom 4. Dezember 2020

GE Cour de justice, 2020-12-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_1653_2020

FR: GE_GERICHTE ACJC/1653/2020 du 4 décembre 2020

IT: GE_GERICHTE ACJC/1653/2020 del 4 dicembre 2020

Erwägungen

E. 1.1

Dans les affaires patrimoniales, l'appel est recevable contre les décisions finales lorsque la valeur litigieuse au dernier état des conclusions est de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 1 et 2 CPC).

Dès lors qu'en l'espèce les conclusions principales prises en dernier lieu par l'appelante devant le premier juge s'élevaient à 400'000 fr., la voie de l'appel est ouverte.

E. 1.2

L'appel a été interjeté dans le délai de trente jours (art. 311 al. 1 et 145 al. 1 let. a CPC) et suivant la forme prescrite par la loi (art. 130, 131, 311 al. 1 CPC). Il est ainsi recevable.

Il en va de même de l'appel joint formé simultanément à la réponse (art. 313 al. 1 CPC).

Par souci de clarté, A_____ AG sera désignée ci-après comme l'appelante et C_____ (SCHWEIZ) AG et B_____ AG comme les intimés.

- 8/17 -

C/17232/2017

E. 1.3

La Cour revoit la cause en fait et en droit avec un plein pouvoir d'examen (art. 310 CPC).

En particulier, elle contrôle librement l'appréciation des preuves effectuée par le juge de première instance (art. 157 CPC en relation avec l'art. 310 let. b CPC). Elle applique la maxime des débats et le principe de disposition (art. 55 al. 1 et 58 al. 1 CPC).

E. 1.4

A teneur de l'art. 317 al. 1 CPC, les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte en appel qu'aux conditions suivantes: ils sont invoqués ou produits sans retard (let. a) et ils ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise (let. b).

Les trois pièces nouvelles des intimées sont recevables, car, concernant la procédure de rectification ultérieure au jugement entrepris, elles ont été produites conformément aux réquisits de l'art. 317 al. 1 CPC.

E. 2

L'appelante fait grief au Tribunal de l'avoir déboutée de ses prétentions en paiement découlant de la garantie bancaire, dont les droits lui ont été cédés.

E. 2.1.1

Les garanties bancaires peuvent se définir, de manière générale comme la promesse unilatérale de la banque d'assurer la disponibilité d'une certaine somme d'argent pour le cas où le bénéficiaire en ferait la demande selon sa convention avec le donneur d'ordre. Il faut distinguer principalement entre deux types de garanties, la garantie indépendante ou principale et la garantie dite accessoire. Dans le premier cas, la banque assure la prestation promise au créancier comme telle, indépendamment du contenu et de la validité de l'obligation découlant du rapport de base entre le bénéficiaire et le donneur d'ordre (cf. arrêt du Tribunal fédéral 4C.19/1988 du 25 juillet 1988, publié in SJ 1988 p. 550, consid. 1a), alors que, lorsque la garantie est accessoire, la banque lie son obligation de paiement éventuelle à l'inexécution du contrat de base entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire. En présence d'une garantie indépendante, le garant ne pourra soulever les exceptions ou objections pouvant résulter de la relation juridique entre le bénéficiaire de la garantie et son débiteur (contrat de base). Le bénéficiaire pourra rechercher le garant dès que les conditions posées par le texte de la garantie seront remplies et il pourra obtenir la prestation également dans l'hypothèse où la dette du débiteur principal n'a pas été valablement contractée ou s'est éteinte par la suite. Ainsi, le garant sera tenu de payer le bénéficiaire, même s'il a été trompé par le donneur d'ordre. Quant à la garantie dépendante ou accessoire, ses effets sont assimilés à ceux du cautionnement (art. 492 et suivants CO), de sorte que l'obligation de paiement du garant dépendra de la relation contractuelle de base entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire. Le garant pourra donc faire valoir les exceptions tirées du rapport de base et si la dette

- 9/17 -

C/17232/2017 principale est nulle, la garantie ne déploiera pas d'effets (ATF 131 III 511 consid. 4.2; arrêt du Tribunal fédéral 4A_709/2016 du 6 avril 2017 consid. 2.2.1).

La distinction entre garantie principale et accessoire est délicate. Si la réelle et commune intention des parties ne peut être établie, il convient d'interpréter l'engagement du garant conformément au principe de la confiance (art. 18 al. 1 CO), en se fondant en premier lieu sur le texte de la garantie (cf. ATF 113 II 434 consid. 2c p. 437 s.; ATF 111 II 284 consid. 2). La jurisprudence a mis en évidence certains critères permettant de différencier ces deux catégories de garantie, précisant qu'il faut toujours apprécier l'engagement dans son ensemble (ATF 117 III 76 consid. 6b). Ainsi, le fait que la garantie ait été émise par une banque constitue un indice en faveur d'un engagement autonome (ATF 113 II 434 consid. 2c); il en va de même lorsque l'engagement se rapporte à un contrat international (arrêt du Tribunal fédéral 4C.19/1998 précité, publié in SJ 1988 p. 550, consid. 1b in fine); la référence au contrat de base ne permet pas à elle seule de conclure à l'existence d'un engagement accessoire, car la garantie indépendante n'est jamais totalement séparée du contrat de base, puisque, même dans ce cas, le bénéficiaire doit au moins alléguer l'inexécution; quant à l'expression selon laquelle le garant s'est engagé "irrévocablement", elle n'est pas non plus à elle seule déterminante, dès lors qu'il s'agit d'une formule usuelle de la pratique bancaire et qu'elle ne saurait toujours être comprise dans le sens d'une renonciation à opposer les exceptions ou objections découlant du rapport de base (ATF 117 III 76 consid. 6b); le fait que le garant se soit engagé à payer "à première demande" constitue un indice en faveur de l'existence d'une garantie indépendante (ATF 117 III 76 consid. 6b); enfin, si la renonciation du garant à opposer "une quelconque exception ou objection" ne constitue pas nécessairement, selon la jurisprudence, une raison d'opter en faveur d'une garantie indépendante (ATF 113 II 434 let. d), la doctrine lui attribue une

portée décisive (ATF 117 III 76 consid. 6b et la doctrine citée; 151 III 511 consid. 4.3; TERCIER/BIERI/CARRON, Les contrats spéciaux, 5ème éd. 2016, n. 3549).

E. 2.1.2

Comme dans le crédit documentaire irrévocable, il y a, au moins dans le rapport entre la banque et le bénéficiaire, un formalisme strict qui impose de prendre en considération seulement la teneur de la clause de garantie. Ainsi, toute demande de paiement adressée à une personne autre que celle mentionnée dans l'acte est irrégulière quant à sa forme et mérite, en principe, d'être rejetée. Le cas échéant, la garantie ne sera mise en œuvre que sur présentation par le bénéficiaire des documents énumérés dans le contrat de garantie, comme par exemple la production d'une décision d'un tribunal ou d'une instance arbitrale. Si les documents prévus ne sont pas présentés, la garantie n'est pas payée (ATF 122 III 273 consid. 3a/aa; 119 II 132 consid. 5a/bb et les références).

E. 2.1.3

L'indépendance de la garantie cesse lorsque l'appel à la garantie du bénéficiaire est manifestement abusif (art. 2 al. 2 CC). L'abus de droit doit être

- 10/17 -

C/17232/2017 manifeste : le refus de paiement de la garantie, au motif que le bénéficiaire y fait appel de manière abusive, doit rester exceptionnel (ATF 138 III 241 consid. 3.2.; 131 III 511 consid. 4.6; arrêts du Tribunal fédéral 4A_111/2014 du 31 octobre 2014 consid. 3.3; 4A_463/2011 du 5 octobre 2011 consid. 3.1). Le doute ne suffit pas (arrêt du Tribunal fédéral 4A_111/2014 déjà cité, consid. 3.3).

Ainsi, il ne suffit pas que la garantie ne soit pas justifiée sous l'angle des rapports entre le donneur d'ordre et le bénéficiaire ou qu'un litige existe entre eux quant à l'exécution du contrat les liant, puisque la garantie est par nature indépendante du rapport de valeur (ATF 131 III 511 consid. 4.6).

Pour qu'il y ait abus, il faut que le bénéficiaire, de mauvaise foi, poursuive un objectif totalement étranger au contrat de base. Il y a notamment abus manifeste :

- si le bénéficiaire cherche à mettre en jeu la garantie pour couvrir une prétention qu'elle n'avait pas pour but d'assurer: en effet, comme la finalité du contrat de garantie est la couverture d'un risque particulier, la garantie ne peut s'appliquer à un autre contrat que le contrat de base (ATF 122 III 321 consid. 4a; arrêts du Tribunal fédéral 4A_111/2014 du 31 octobre 2014 déjà cité, consid. 3.3; 4C.25/2003 du 19 mai 2003 consid. 2.1);

- si le bénéficiaire n'a aucune prétention contre le débiteur principal parce que celui-ci a indubitablement exécuté sa prestation (arrêt du Tribunal fédéral 4A_111/2014 du 31 octobre 2014, consid. 3.3 in medio et l'arrêt cité);

- si le montant réclamé au titre de la garantie est en disproportion manifeste avec celui du dommage subi par le créancier (arrêt du Tribunal fédéral 4A_111/2014 du 31 octobre 2014, *ibidem*).

En cas d'abus, le garant non seulement peut, mais doit refuser de verser la garantie (ATF 138 III 241 consid. 3.2); ce faisant, il défend les intérêts de son client et accomplit correctement son mandat (arrêt du Tribunal fédéral 4A_709/2016 du

E. 2.1.4

L'obligation est éteinte par confusion, lorsque les qualités de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans la même personne (art. 118 al. 1 CO).

E. 2.2

En l'espèce, il apparaît établi et incontesté que l'on se trouve en présence d'une garantie indépendante au vu du texte de celle-ci.

En effet, il s'agit d'un engagement pris par une banque à payer "de façon irrévocable" et "indépendamment de la validité et des effets juridiques de la relation de crédit susmentionnée". La banque a renoncé à faire valoir les exceptions et objections résultant de la relation de base et s'est engagée à payer à première demande.

- 11/17 -

C/17232/2017

E. 2.3

Il s'agit maintenant de déterminer si le Tribunal a à bon droit refusé d'allouer le montant réclamé par l'appelante au titre de cette garantie.

Afin de sceller le sort de cette question, il suffit de se limiter à la question de la conformité de l'appel à la garantie (consid. 2.4 ci-après) et de traiter, à titre superfétatoire, la question du caractère abusif de la démarche de l'appelante (consid. 2.5 ci-après).

E. 2.4

Il ressort du texte de la garantie litigieuse que celle-ci a été émise, pour remplacer la garantie précédente au nom de D_____, sur demande de G_____, ce en lien avec un contrat de servitude que celle-ci aurait conclu avec la Ville E_____. Les intimées ont été mandatées pour émettre cette garantie par G_____ qui a exposé reprendre à son nom la "caution" de 500'000 fr. et avoir "repris" D_____.

La garantie, portant clairement le nom de G_____, a été transmise à la Ville E_____ qui n'a émis aucune réserve pendant de nombreuses années.

Or, la Ville E_____ a fait appel à la garantie en se prévalant de la fin de ses rapports juridiques avec D_____, car celle-ci avait refusé de payer sa dette estimant que sa relation avec la Ville E_____ avait été reprise par une entité du groupe des G_____.

Il découle de ce qui précède que les intimées n'étaient pas supposées avoir connaissance des rapports juridiques entre les autres parties, soit la Ville E_____, le groupe des G_____ et l'appelante. En particulier, lorsqu'il lui a été exposé qu'une nouvelle garantie devait être émise, non plus au nom de celle-ci, mais au nom des G_____, il ne leur appartenait pas, en particulier au vu du caractère indépendant de la garantie visée, d'investiguer et de se déterminer sur la réalité des rapports juridiques invoqués, ce surtout si la Ville E_____ n'a émis aucune réserve à l'émission de cette nouvelle garantie. L'on discerne d'ailleurs mal pourquoi, du point de vue de la banque, il aurait fallu émettre une nouvelle garantie pour un même montant si les rapports juridiques de base n'avaient pas été modifiés. Le fait que la nouvelle garantie a été expressément émise en remplacement de la précédente plaide en ce sens, contrairement à ce que soutient l'appelante. En tous les cas, il n'existe aucun élément au dossier permettant de retenir que les intimés avaient connaissance de la réalité des relations juridiques sous-jacentes.

Par ailleurs, l'appelante elle-même a compris qu'un transfert des rapports juridiques de l'appelante avec la Ville E_____ au groupe des G_____ avait eu lieu et la libérait des obligations relatives au contrat de prêt, ce que démontre son refus de payer et le renvoi à ce groupe. L'appelante est donc malvenue de reprocher une compréhension similaire aux intimées.

- 12/17 -

C/17232/2017

Il s'ensuit qu'en application du principe de formalisme strict la garantie émise par les intimées n'avait pas pour objet de garantir les obligations liant la Ville E_____ à l'appelante, de sorte que c'est à bon droit que les intimées ont rejeté l'appel à la garantie de la Ville E_____ qui n'a pas invoqué le rapport juridique à la base de l'émission de la garantie.

E. 2.5

A titre superfétatoire, la Cour constate que la motivation du Tribunal sur la question de la validité d'une demande en paiement de la garantie par l'appelante est fondée.

Certes, il semble exclu que la confusion puisse être retenue dans la mesure où il n'apparaît pas que, dans le rapport tripartite que fonde une relation contractuelle dont l'une des prestations est garantie par une sûreté bancaire, l'appelante puisse être à la fois débitrice et créancière de la banque, ce qui est d'autant moins le cas in casu, puisqu'il n'a pas été démontré que l'appelante soit réellement la cliente de la banque et ait fourni la contreprestation payant la banque pour l'émission de la garantie.

Cela étant, le Tribunal a, à raison, souligné la disparition du risque par le paiement intégral de la dette due à la Ville E_____ et la situation particulière de l'appelante qui se trouvait être, après la cession de la prétendue prétention en paiement de la garantie par la Ville E_____, à la fois débitrice du rapport de base de la garantie et créancière de la banque au titre de dite garantie.

Il s'ensuit que poursuivre le paiement de la garantie dans une telle situation est manifestement abusif, puisque, outre que le risque a disparu, l'appelante ne saurait s'en prémunir contre elle-même. Il apparaît, dans le cas particulier, contraire à la bonne foi de payer son créancier en échange des droits de garantie contre la banque, puisque cela revient à faire supporter uniquement à la banque le risque de la relation contractuelle sous-jacente et à détourner de sa finalité le mécanisme de la garantie bancaire.

Ce comportement est donc contraire à l'art. 2 CC et ne mérite pas la protection judiciaire.

Pour cette raison encore, l'appelante a été à bon droit déboutée de ses conclusions.

E. 2.6

Le jugement entrepris sera confirmé sur ce point déjà. 3. La question des dépens octroyé en première instance est litigieuse dans l'appel joint des intimées et a été soulevée, parallèlement, par celles-ci dans une procédure de rectification devant le Tribunal.

3.1 3.1.1 Selon l'art. 334 al. 1 CPC, si le dispositif de la décision est peu clair,

- 13/17 -

C/17232/2017 contradictoire ou incomplet, ou s'il ne correspond pas à la motivation, le Tribunal procède, sur requête, ou d'office, à l'interprétation ou à la rectification de la décision.

En revanche, la correction d'erreurs qui procèdent d'une mauvaise application du droit ou d'une constatation inexacte des faits doit être effectuée par la voie d'un recours, lequel peut aussi être déposé parallèlement (HERZOG, Basler Kommentar - ZPO, 2ème éd. 2017, n. 3 et 8 ad art. 334 CPC; OBERHAMMER, Kurzkomentar ZPO, 2014, n. 4 ad art. 334 CPC).

L'interprétation et la rectification ne tendent pas à modifier le jugement rendu (JEANDIN, Commentaire Romand - CPC, 2ème éd. 2019, n. 20 ad Intro art. 308-334 CPC), à la manière d'un appel déguisé. Le juge saisi d'une demande d'interprétation ou de rectification ne doit donc pas changer le fond du jugement (SPÜHLER/DOLGE/GEHRI, Schweizerisches Zivilprozessrecht, 9ème éd. 2010, p. 389 n° 101).

3.1.2 Le Tribunal arrête les dépens en fonction du tarif cantonal (art. 95 al. 3, 96 et 105 al. 2 CPC).

Le tarif genevois est prévu dans le Règlement fixant le tarif des frais en matière civile (RTFMC; RS GE E 1 05.10I, plus particulièrement à l'art. 85 al. 1 qui prévoit pour les affaires pécuniaires, sans préjudice de l'art. 23 LaCC et plus ou moins 10%, que les dépens sont fixés, pour une valeur litigieuse au-delà de 300'000 fr. et jusqu'à 600'000 fr., à 19'400 fr. plus 2% de la valeur litigieuse dépassant 300'000 fr.

A teneur de l'art. 23 al. 1 LaCC, lorsqu'il y a une disproportion manifeste entre la valeur litigieuse et l'intérêt des parties au procès ou entre le taux applicable selon la présente loi et le travail effectif de l'avocat, la juridiction peut fixer un défraiement inférieur ou supérieur aux taux minimums et maximums prévus.

Les débours nécessaires sont estimés, sauf éléments contraires, à 3% du défraiement et s'ajoutent à celui-ci (art. 25 LaCC). La juridiction fixe les dépens d'après le dossier en chiffres ronds incluant la taxe sur la valeur ajoutée. La décision est motivée (art. 26 al. 1 LaCC).

3.1.3 La décision sur les frais ne peut être attaquée séparément que par un recours (art. 110 CPC).

Néanmoins, la voie de l'appel joint peut être utilisée pour attaquer la question des dépens uniquement (Message du Conseil fédéral à l'appui du Code de procédure civile, FF 2006 p. 6981; HUNGERBÜHLER / BUCHER, ZPO Schweizerische

- 14/17 -

C/17232/2017 Zivilprozessordnung Kommentar, 2ème éd. 2016, n. 20 ad art. 313 et les nombreuses références citées; voir aussi ACJC/1498/2018 du 30 octobre 2018).

3.2 En l'espèce, le Tribunal a arrêté les frais judiciaires de première instance à 24'320 fr. et les dépens dus aux intimées à 4'850 fr.

Or, pour une valeur litigieuse de 400'000 fr., le montant des dépens est de l'ordre de 21'400 fr. plus ou moins 10% (19'400 fr. + 2% de 100'000 fr.).

Le Tribunal n'a pas invoqué l'application de l'art. 23 al. 1 LaCC, que rien ne justifie de prendre en compte en l'occurrence s'agissant d'un différend commercial dont la complexité est en adéquation avec la valeur litigieuse.

Il s'ensuit que le Tribunal a erré dans la mise en œuvre des dispositions applicables au calcul des dépens. Par ailleurs, le montant fixé dans les considérants a été reproduit correctement dans le dispositif. Cette problématique ne ressortait donc pas tant d'une procédure de rectification, mais bien plutôt des voies de droit ordinaires, tel que l'appel in casu. Ainsi, et contrairement à ce que soutient l'appelante, la voie de l'appel joint était ouverte aux intimées, même si celui-ci ne portait que sur la question des dépens.

Quoi qu'il en soit, par économie de procédure et sécurité du droit, il se justifie de statuer ici sur cette question valablement soulevée dans le cadre d'un appel joint. Le sort de la procédure en rectification initiée sera laissé à l'appréciation du Tribunal et des parties.

Par conséquent, le montant des dépens octroyé pour la première instance aux intimées sera fixé à 21'400 fr. débours et TVA inclus. 4. L'appelante succombe donc tant sur appel principal que sur appel joint. 5. 5.1 Si l'instance d'appel statue à nouveau, elle se prononce sur les frais de la première instance (art. 318 al. 3 CPC).

Dès lors que les frais judiciaires de première instance, dont le montant n'est pas remis en cause, ont été mis intégralement mis à charge de l'appelante et qu'il vient d'être statué à nouveau sur les dépens, il n'y a pas lieu à des développements supplémentaires sur ces points. 5. 5.2.1 Les frais judiciaires d'appel et d'appel joint seront arrêtés au montant unique de 15'000 fr. (art. 13, 17 et 35 RTFMC). Ils seront mis à la charge de l'appelante qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance effectuée par l'appelante, qui demeure acquise à l'Etat de Genève à concurrence de ce montant (art. 111 al. 1 CPC), le solde de l'avance de l'appelante, soit 4'200 fr. lui sera restitué. Il en ira de même de l'avance de 960 fr. versée par les intimées.

- 15/17 -

C/17232/2017

5.2.2 Les dépens d'appel et d'appel joint seront fixés au montant unique de 10'000 fr., débours et TVA compris (art 84, 85 et 90 RTFMC) et mis à la charge de l'appelante (art. 106 al. 1 CPC). * * * * *

- 16/17 -

C/17232/2017 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevables l'appel interjeté par A_____ AG le 31 janvier 2020, ainsi que l'appel joint interjeté par C_____ (SCHWEIZ) AG et B_____ AG le 23 mars 2020 contre le jugement JTPI/18247/2019 rendu le 18 décembre 2019 par le Tribunal de première instance dans la cause C/17232/2017-17. Au fond : Annule le chiffre 3 du jugement entrepris, cela fait statuant à nouveau : Condamne A_____ AG à verser à C_____ (SCHWEIZ) AG et B_____ AG, prises solidairement, 21'400 fr. débours et TVA inclus, à titre de dépens de première instance. Confirme pour le surplus le jugement entrepris. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires de la procédure d'appel et d'appel joint à 15'000 fr., les met à la charge de A_____ AG et les compense avec l'avance qu'elle a versée qui reste acquise à l'Etat de Genève à concurrence de ce montant. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer 4'200 fr. à A_____ AG. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer 960 fr. à C_____ (SCHWEIZ) AG et B_____ AG, prises solidairement. Condamne A_____ AG à verser 10'000 fr. débours et TVA inclus à C_____ (SCHWEIZ) AG et B_____ AG, prises solidairement, à titre de dépens d'appel. Siégeant : Madame Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE, présidente;

Mesdames Verena PEDRAZZINI RIZZI et Nathalie LANDRY-BARTHE, juges; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière. La présidente : Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE

La greffière : Jessica ATHMOUNI

- 17/17 -

C/17232/2017

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

E. 6

avril 2017 consid. 2.3).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.